

## ENERGIE

## Gaz : un cartel, pour quoi faire ?

**La déclaration récente du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, selon laquelle l'idée d'une Opep du gaz n'est pas à rejeter a priori, confirme la nécessité de débattre de l'opportunité ou non d'une telle organisation. Un débat qui peut être perçu sous des angles économiques et politiques. A vrai dire, cette "Opep" serait inopportune économiquement et opportune, peut-être, du point de vue politique.**

"Il ne faut pas rejeter l'idée a priori. Elle mérite d'être examinée et discutée entre tous les intéressés." C'est ce que le chef de l'Etat a déclaré par voie médiatique. Par cet avis, il rejoint les promoteurs de cette organisation, pendant de l'Opep pour le gaz. Or, un avis que ne partagent pas plusieurs experts qui estiment que la mise en place de cette organisation est inutile. Pourquoi ? Parce que, selon eux, la création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) répondait alors au souci de ses promoteurs de défendre un prix et des parts de marché.

Or, la situation est complètement différente à l'heure actuelle, une véritable crise énergétique mondiale se profilant, les sources d'énergies non renouvelables et conventionnelles devant diminuer de plus en plus, à partir de l'horizon 2020, en termes de pics de production et de réserves.

De même, les pays européens notamment œuvrent à développer les énergies renouvelables (éolienne, solaire et autres) et à les intégrer dans leurs plans énergétiques à hauteur de 20% d'ici cette échéance de 2020. Ce faisant, même s'il est appelé à se raréfier, le pétrole restera encore une source d'énergie demandée et incontournable.

De surcroît, ses prix qui ont atteint des plafonds inimaginables resteront encore élevés à moyen terme. De même, le prix du gaz, indexé à un panier d'énergies conventionnelles dont le fioul de chauffage et le pétrole, outre les taxes, restera de même élevé.

Tout en prenant en considération les contraintes liées au transport de gaz ainsi que son utilisation, notamment dans la génération de l'électricité.

## Les limites d'une Opep du gaz

En d'autres termes, la formation d'une Opep du gaz se heurte aux limites matérielles de ce marché. Une ressource qui s'échange sur des contrats de vingt à trente ans qui garantissent aux producteurs un retour sur les investissements consentis pour acheminer le volatile par gazoduc.

L'essor du GNL, le gaz naturel liquéfié, qui navigue par bateau comme le brut, pourrait à l'avenir, certes, donner plus de contenu à un futur cartel. Il représente déjà la moitié du gaz disponible sur le marché mondial mais sa courbe de croissance n'est pas aussi rapide que prévu. Ainsi, à l'heure actuelle, les terminaux de réception ont des capacités supérieures de moitié aux capacités de production. Dans l'effervescence du marché en 2006, avec un gaz qui a atteint des sommets à 15 dollars le million de BTU, l'unité de référence à New York, on a oublié que les prix pouvaient redescendre très vite, les centrales au gaz passant alors au charbon quand le premier devient trop cher. Comme son extraction et son transport coûtent très cher au producteur, il hésite à investir lourdement de peur de voir sa rentabilité s'évaporer à la moindre fluctuation.

A ce propos, indiquons que la Chine et l'Inde ont passé des contrats pour des importations de GNL mais à un prix plancher — 4 dollars le million de BTU —, ce qui est en dessous du cours actuel. La rente gazière est encore bien faible par rapport à la rente pétrolière, d'où le fait que les pays qui disposent des deux privilégient l'exploitation du plus juteux. Cela étant, le gaz algérien, représentant 40% de ses revenus, est très convoité et le restera, que notre pays fasse partie d'une Opep du gaz ou pas.

De même, nos exportations de gaz génèrent encore des recettes importantes, même en dépit de la mise sur le marché mondial, à partir de 2013, de nouvelles quantités de gaz en provenance du nord de la Russie. En d'autres termes, il ne devrait pas y avoir de craintes quant à la disponibilité de l'offre de gaz et, donc, pas d'appréhensions sur les prix. Ce qui remet en cause l'essence même d'une organisation de pays exportateurs de gaz devant se déterminer sur des quotas et des niveaux de prix. En effet, pour ces experts, le marché du gaz n'est pas mûr pour ce cartel, sans parler des insurmontables difficultés qu'auraient les pays membres à décider des quotas de production impartis à chacun d'entre eux. Dans cet ordre d'idées, la position du ministre de l'Energie, Chakib Khelil, selon lequel "une Opep du gaz n'était pas possible, les ventes se faisant dans le cadre de contrats à long terme" et un marché du gaz pas aussi liquide que celui du pétrole avec une distribution par région, corrobore les avis des experts.

De même qu'il avait précisé que "les prix du gaz sont indexés sur le prix du pétrole, qui répondent déjà à la politique et à la stratégie de l'Opep. A quoi servirait une Opep du gaz, puisque nous avons déjà une Opep du pétrole qui définit indirectement le prix du gaz ?" Tout en estimant "prématuré, mais aussi trop difficile de parler de la mise en place d'une Opep pour le gaz", le ministre de l'Energie avait néanmoins indiqué qu'on en "reparlera peut-être dans vingt ou trente ans quand des marchés du gaz au comptant et du gaz liquéfié auront été créés, quand le marché du gaz sera plus dynamique et aura les mêmes caractéristiques que celui du pétrole".

## Un atout de politique étrangère, pourquoi pas

Néanmoins, la création d'une Opep peut s'avérer bénéfique politiquement, au moins pour l'Algérie, au-delà des objectifs géostratégiques des présidents russe et iranien, principaux promoteurs de cette idée. En effet, le président russe Vladimir Poutine

avait appelé à "la coordination des politiques énergétiques des pays producteurs de gaz, en vue d'assurer un approvisionnement fiable en ressources énergétiques à nos clients." Et, le 1er février dernier, le président russe avait qualifié l'idée d'une Opep du gaz d'"intéressante" tout en précisant que la Russie allait "y réfléchir". En effet, un atout pour sa politique étrangère, elle assurerait une position plus forte pour l'Algérie dans ses négociations avec ses clients. Et notamment avec les clients exigeants en matière de respect de l'environnement.

En affirmant l'intérêt de l'Algérie pour les régions tiers où elle n'est pas présente, et l'intérêt pour notre pays d'y pouvoir contrebalancer l'influence hostile des pays industrialisés. Mais aussi un facteur de protection commerciale de sa production, ainsi qu'un moyen de pression diplomatique.

Des arguments fondés si les contrats de vente de gaz étaient limités dans le temps, ce qui n'est pas le cas puisque ces contrats sont sur le long terme. Et qu'en outre, l'essentiel de nos exportations de gaz va vers le marché européen, où Sonatrach déploie actuellement un plan de développement de la distribution et de rapprochement avec des opérateurs locaux notamment en Espagne, en France et en Grande-Bretagne. De même, en rappelant les spécificités du gaz naturel algérien.

Ainsi, l'Algérie devrait négocier en fonction de ses propres besoins et non pas en fonction uniquement des besoins de ses clients. De ce fait, sa participation à un tel cartel gazier ne pourrait répondre qu'à une volonté d'alignement sur la Russie et l'Iran, un choix diplomatique et politique dont nous traitons pas ici des implications. Cela dépendant de la capacité de l'Algérie à mener le jeu dans la bataille énergétique en cours, en engageant au niveau multilatéral des actions permettant d'en contrebalancer les effets induits sur son économie.

En appelant que le président de la République avait estimé que ce projet de cartel "s'inscrit dans les tendances

introduites par la mondialisation qui poussent les producteurs à se solidariser pour défendre leurs intérêts".

## La réponse le 9 avril prochain ?

Cela étant, la question devra être débattue lors du Forum des pays producteurs et exportateurs de gaz, prévu le 9 avril prochain à Doha. Un Forum qui se réunit périodiquement avec l'objectif de coordonner les efforts de tous les pays producteurs et exportateurs pour assurer la stabilité du marché mondial du gaz mais surtout la sécurité de son approvisionnement. Ce qui permettra peut-être d'atténuer les appréhensions de plusieurs pays européens, la France, l'Allemagne et l'Italie, voire leurs craintes quant aux retombées estimées négatives d'un cartel gazier sur leur approvisionnement énergétique. Un cartel réunissant l'Algérie, le Qatar, la Libye, les pays d'Asie centrale et l'Iran, voire les pays d'Amérique latine. Cela même si, a contrario du Venezuela, la Bolivie a récemment affiché son désintérêt pour la création d'une Opep de l'Amérique latine, privilégiant une organisation de pays producteurs luttant pour des objectifs humanistes plutôt que pour une question de prix et de volonté d'imposer ses points de vue aux pays dépourvus de ressources énergétiques. D'où l'empressement de l'Europe, confrontée en 2006 à la crise énergétique entre la Russie d'une part et l'Ukraine et la Biélorussie d'autre part, à revoir sa stratégie énergétique, en diversifiant ses sources d'approvisionnement et en se rapprochant de ses fournisseurs par le biais de partenariats et en promouvant le développement des énergies renouvelables.

## L'impact de la coopération algéro-russe

Des appréhensions nourries par la mise en branle

Chérif Bennaour

## TEBESSA

## Un terroriste abattu à Bir-El-Ater

Dans la nuit de mardi à mercredi, les forces de l'ANP agissant sur renseignements concordants faisant état de la présence de terroristes activant dans le lieu dit Oued-El-Onk, localité de Soukiesse à 35 km au sud de la commune de Bir-El-Ater sont entrées en accrochage avec les éléments de la horde sanguinaire qui ont réussi à prendre la fuite. Blessé, un terroriste a été neutralisé et abattu.

A noter que le périmètre de cette localité a été toujours le fief de la barbarie terroriste - Oum-El-Kamakem - Djebel Labiod et Boudakhène, constituent les points chauds et la recrudescence d'opérations terroristes meurtrières dont le dernier acte horrible a vu l'égolement d'un officier de l'ANP en retraite par les griffes de la horde sanguinaire qui s'est emparée d'un cheptel de 300 têtes.

Saadallah Djamel

## Tournée de Bouteflika à Oran

Le président de la République après le départ de son hôte Juan Carlos, et de son épouse, a procédé à l'inauguration de plusieurs projets relevant du secteur des travaux publics et ce, jusque tard dans la soirée. Accompagné par le chef du gouvernement, ainsi que plusieurs de ses ministres et le wali d'Oran, le président a procédé à la pose de la première pierre de la seconde piste de l'aérodrome d'Oran. Ce projet de 2 500 000 000 DA est actuellement réalisé par des entreprises algérienne,

portugaise et brésilienne. L'impact de ce projet qui permettra déjà de mener des travaux sur l'actuelle et unique piste sans que l'aéroport soit fermé, et surtout, d'augmenter le trafic de l'aéroport d'Es-Senia en complément avec les autres infrastructures de transport.

Le deuxième projet qui mènera le chef de l'Etat dans la commune de Oued-Telat concerne le tronçon ouest de l'autoroute Est-Ouest.

Le tronçon qui traverse la wilaya d'Oran est long de 27 km, les travaux actuels sont en avance de 4 mois sur

les prévisions des pouvoirs publics. Le président a effectué la pose de la première pierre après s'être fait présenter les détails du tronçon ouest. Le dernier point de cette visite a été l'inauguration de la rocade sud qui comprend 12 ouvrages d'art et 8 échangeurs.

Cette rocade longue de 40 km va permettre de décongestionner les boulevards urbains de la ville et développer des nouveaux espaces de liaisons et de détente qui sont programmés le long de cette rocade.

F. M.